

Bunyoni Premier ministre : le rêve d'ouverture au Burundi se transforme en chimère

Le Pays, 25 juin 2020 NOMINATION D'UN GENERAL COMME PREMIER MINISTRE AU BURUNDI Les mauvais signaux envoyés par Ndayishimiye Au Burundi, les choses sont allées à la vitesse de croisière. En effet, à peine investi, le nouveau chef de l'Etat, le général Evariste Ndayishimiye, s'est attaché comme Premier ministre à un homme du sérail, c'est-à-dire l'un des faucons du groupe trépassés fermés des généraux qui régissent le pays depuis le pouvoir du CNDD-FDD, en 2005.

Alain-Guillaume Bunyoni, ainsi qu'il s'appelle, le tout nouveau chef de l'Etat, ne s'est pas fait prier pour ses nouveaux appareils aussitôt qu'il a reçu l'aval du parlement qui a approuvé sa nomination par 92 voix pour et 2 contre. Avec cette militarisation du régime, le pouvoir au Burundi ouvre un nouveau tour de vis. Tous ceux qui scrutaient donc le ciel burundais dans l'espoir de lire des signes d'un changement des temps, doivent être pris de désespoir. Manifestement, les signaux envoyés par le nouveau président par l'installation à la primature d'un dur parmi les dirigeants du régime, sont mauvais. En effet, le rêve d'ouverture du pays, que nourrissaient de nombreux Burundais, se transforme en chimère avec l'arrivée à la tête du gouvernement, d'un homme qui fait l'objet de sanctions de la part des Américains, qui, de ce fait, est pratiquement interdit de voyager. Ce n'est donc pas cet homme ostracisé par les puissances occidentales, qui parviendra à briser le cercle de l'isolement politique et diplomatique du Burundi mis au ban de la communauté internationale. L'on peut, tout aussi, faire le deuil de l'espoir que l'on avait de voir le pays faire des progrès en matière de libertés démocratiques. Car, le nouveau chef de l'Etat, longtemps ministre de la Sécurité sous l'ancien président Pierre Nkurunziza, est l'un des piliers de la violente répression qui s'est abattue sur les opposants au régime. On peut, du même coup, dire adieu au vœu du retour des exilés qui assistent, indignés et impuissants, à l'ascension au sommet du pouvoir, de leur bourreau. On ne devrait pas s'attendre de voir le nouveau chef de l'Etat s'engager sur la ligne dure. Enfin, l'on peut aussi faire le requiem de cet autre vœu de voir le Burundi, l'un des pays les plus pauvres de la planète, amorcer son envol socio-économique. Car, en faisant le choix d'un militaire comme chef de gouvernement en lieu et place d'un économiste chevronné qui aurait pu insuffler une dynamique nouvelle à l'économie du pays, le président Evariste Ndayishimiye ravale au second plan les attentes sociales et économiques des populations. Cela dit, l'on ne devrait pas s'attendre de voir le nouveau chef de l'Etat qui n'avait pas fait mystère de sa volonté de poursuivre l'œuvre de son prédécesseur, s'engager sur la ligne dure. Car, son ascension au pouvoir, est le résultat de la volonté du cercle des généraux qui l'ont imposé comme successeur à Pierre Nkurunziza. Il est donc le garant des intérêts de cette aristocratie militaire qui s'est installée dans les arcanes du pouvoir pour piller, dans la pire des brutalités, les maigres ressources du pays. Il était donc illusoire de penser que Ndayishimiye se ferait harakiri. Ce qu'il faut désormais redouter, c'est qu'il ne se pose en pire que Nkurunziza. Quand on sait que le bilan du passage de ce dernier, à la tête de l'Etat burundais, s'est soldé par près de 1200 victimes des violences politiques, 400 000 exilés, des violations massives des droits de l'Homme, une forte paupérisation des populations et l'isolement diplomatique et politique du pays, on ne peut envisager que le scénario du pire. SAHO

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});